Document généré le 13 mai 2025 07:31

Documentation et bibliothèques

L'incendie de la Bibliothèque du Parlement en 1849
The Fire at the Library of Parliament in 1849
El incendio de la Biblioteca parlamentaria en 1849

Gilles Gallichan

Volume 36, numéro 2, avril–juin 1990

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1028207ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1028207ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)
2291-8949 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Gallichan, G. (1990). L'incendie de la Bibliothèque du Parlement en 1849. *Documentation et bibliothèques*, *36*(2), 69–72. https://doi.org/10.7202/1028207ar

Résumé de l'article

Le 25 avril 1849, des émeutiers incendièrent le parlement du Canada-Uni et détruisirent la bibliothèque et les archives législatives. Cet article retrace l'histoire de cette institution et résume les circonstances qui ont entouré sa disparition tragique. La perte de la Bibliothèque du Parlement a été une dure épreuve pour la vie culturelle de la colonie canadienne au milieu du XIX^{e} siècle.

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 1990

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'incendie de la Bibliothèque du Parlement en 1849*

Gilles Gallichan
Bibliothèque administrative
Ministère des Communications
Québec

Le 25 avril 1849, des émeutiers incendièrent le parlement du Canada-Uni et détruisirent la bibliothèque et les archives législatives. Cet article retrace l'histoire de cette institution et résume les circonstances qui ont entouré sa disparition tragique. La perte de la Bibliothèque du Parlement a été une dure épreuve pour la vie culturelle de la colonie canadienne au milieu du XIXe siècle.

The Fire at the Library of Parliament in 1849

On April 25, 1849 a group of rioters burned the Parliament of United Canada and destroyed the legislative library and archives. The history of this institution and the circunstances of the tragedy are described. The loss of the Library of Parliament had a negative impact on the cultural life of the Canadian colony in the mid-nineteenth century.

El incendio de la Biblioteca parlamentaria en 1849

El 25 de abril de 1849, unos amotinadores incendiaron el Parlamento del Canada-Unido y destruyeron la Biblioteca y los Archivos legislativos. Este artículo relata la historia de esta institución y resume las circunstancias de su desaparición trágica. La pérdida de la Biblioteca parlamentaria fue una tragedia para la vida cultural de la colonia canadiense a mediados del siglo XIX.

À la fin du mois d'avril 1849, la ville de Montréal connaissait des jours d'émeutes dont le dénouement eut des conséquences funestes sur la vie parlementaire et sur la vie culturelle de cette époque. Le soir du 25 avril, les émeutiers provoquèrent volontairement l'incendie du Parlement qui détruisit les deux plus importantes bibliothèques du pays : celle du Conseil législatif et celle de l'Assemblée législative.

Montréal, à ce moment-là, était depuis cinq ans la capitale provisoire du Canada-Uni. Le Parlement siégeait alors dans un vaste édifice situé à la place d'Youville et qui était connu sous le nom de marché Sainte-Anne. Depuis 1845, on y avait réuni les collections parlementaires des deux Chambres, ainsi qu'une grande partie des archives publiques et législatives.

Un nouveau type de bibliothèques

Ce type de bibliothèque législative était d'apparition récente. Il était né en France et aux États-Unis dans la mouvance des grandes révolutions démocratiques. La bibliothèque de la Chambre des députés français avait été fondée sous le Directoire en 1796 et celle du Congrès américain ouvrit ses portes en 1800. Il est intéressant de noter que le Bas-Canada, où les institutions parlementaires dataient de 1791, ne tarda pas à suivre le mouvement. Dès 1802, on jeta à Québec les bases d'une bibliothèque législative.

La bibliothèque parlementaire de Québec se situe donc parmi les toutes premières du genre dans le monde atlantique. Elle fut créée avant celle de la Chambre des communes de Grande-Bretagne (1818) et avant celle de la Chambre des lords (1826). Ces bibliothèques répondaient ici à un réel besoin. Le pays ne disposait pas de grandes institutions culturelles, la population était encore largement analphabète et l'imprimerie locale se développait lentement.

L'Assemblée du Bas-Canada d'abord, et le Conseil législatif fondèrent donc leur bibliothèque formée au départ de quelques centaines de livres seulement : livres de droit, de politique, de procédure, capables de répondre aux premières

* Cet article résume une communication faite le 6 avril 1990 à la journée d'échanges scientifiques de l'Association québécoise pour l'étude de l'imprimé (AQEI).

demandes documentaires d'un Parlement colonial.

Une histoire mouvementée

La Bibliothèque du Conseil législatif a toujours conservé sa vocation parlementaire, développant une collection spécialisée et destinée exclusivement ou presque aux conseillers, juges et administrateurs. La Bibliothèque de l'Assemblée cependant a connu une croissance beaucoup plus diversifiée et elle a acquis, au fil des ans, un sens politique plus important.

Avec le retour de la paix européenne en 1815, le Bas-Canada a pu s'approvisionner plus facilement en livres français. Au cours des années suivantes, la Bibliothèque de l'Assemblée commença à augmenter sensiblement le volume de ses acquisitions. L'arrivée de Louis-Joseph Papineau à la présidence de l'Assemblée, en 1816, accéléra le développement de la collection. Papineau était un bibliophile et la bibliothèque parlementaire se trouvait sous sa responsabilité. Avec l'aide de son greffier, il en fit une importante institution culturelle. On développa la collection de droit, bien entendu, mais aussi l'histoire, les sciences et les arts.

Lorsque la Bibliothèque atteignit les 3 000 volumes, vers 1825, l'Assemblée vota une motion pour qu'elle devienne accessible au public comme bibliothèque de recherche et de consultation. Un responsable permanent fut attaché à ce service et, à partir de 1829, il porta le titre officiel de bibliothécaire de la Chambre d'Assemblée.

La décennie 1830 a été fondamentale pour l'institution. Papineau et son parti patriote dominaient alors la scène parlementaire et la Bibliothèque devenait un instrument de légitimité, de promotion et de définition politiques. Grâce à la documentation disponible, les députés appuyaient leurs revendications politiques en citant les oeuvres et les auteurs les plus autorisés. Ils situaient la question coloniale canadienne dans la perspective des grands mouvements politiques d'Europe et d'Amérique. La majorité des députés encourageait aussi la formation d'une collection nationale, formée de canadiana de grande valeur et d'ouvrages sur l'histoire de la colonisation en Amérique.

Cette dernière collection était surtout l'oeuvre de Georges-Barthélémi Faribault, greffier adjoint de l'Assemblée et auteur de la première bibliographie historique sur la Nouvelle-France. Cette riche collection autorisait Étienne Parent, bibliothécaire de l'Assemblée de 1833 à 1835, à parler dans ses rapports de la Bibliothèque du Parlement comme d'une institution culturelle nationale.

La crise de 1837-1838 et l'Union de 1840 perturbèrent les progrès de la bibliothèque. L'Union imposa la fusion de la Bibliothèque parlementaire du Bas-Canada avec celle du Haut-Canada, laquelle ne comptait que quelques centaines d'ouvrages. La capitale fut provisoirement fixée à Kingston ; on y déménagea donc les bibliothèques, ce qui ne se fit pas sans perte ni dégât. À Kingston, les bibliothèques étaient mal logées et mal protégées.

Néanmoins, à partir de 1842, on reprit un rythme d'acquisitions et de développement significatif. Plusieurs classes du catalogue doublèrent entre 1843 et 1848. Faribault reprit le développement de la collection d'histoire et en fit un véritable trésor d'environ 2 000 volumes. François-Xavier Garneau profita de cette collection pour effectuer ses recherches sur l'histoire du Canada.

Le choix de Montréal comme nouvelle capitale représenta une amélioration pour l'aménagement des deux bibliothèques parlementaires. Il fallut, bien sûr, organiser un nouveau déménagement, entreprise risquée lorsque les livres étaient transportés par voie fluviale.

En 1849, les deux collections parlementaires dépassaient les 23 000 volumes. Elles formaient la plus importante et la plus riche bibliothèque du pays à cette époque. Il ne fallut que quelques heures pour détruire ce capital documentaire.

Le mécontentement économique

Pour bien comprendre les événements survenus à Montréal au printemps 1849, il faut un peu rappeler le contexte économique de la décennie. On se souvient qu'au début du siècle, pour contrer les effets du blocus continental napoléonien, l'Angleterre s'était tournée vers ses colonies pour assurer ses approvisionnements. Au Bas-Canada, de solides fortunes s'étaient alors bâties sur le commerce du bois et des céréales. Les hommes d'affaires de la colonie, presque tous anglophones, profitaient des tarifs que la Grande-Bretagne leur garantissait. Mais, vers 1840, le contexte international ayant changé, l'Angleterre revenait graduellement à une politique économique plus libérale, laissant les importations européennes et coloniales aux prises avec les lois du marché. Défavorisés par les coûts de transport et d'assurances, les marchands coloniaux parvenaient difficilement à maintenir des prix compétitifs avec les importations continentales. Les marges de profit se réduisaient à mesure que le mécontentement augmentait.

Les marchands, traditionnellement plus loyaux à la couronne que le gouverneur, critiquaient de plus en plus ouvertement les politiques écono-

miques de la Grande-Bretagne. Certains regardaient même du côté des États-Unis et nourrissaient des idées annexionnistes.

Les émeutes et l'incendie

La question des tarifs constituait de la dynamite. Mais pour que la dynamite explose, il fallait un détonateur. Ce détonateur, ce fut le « bill » des indemnités de 1849. Au début de l'Union, le Parlement avait voté une première loi indemnisant les civils du Haut-Canada qui avaient été victimes des répressions militaires lors des troubles de 1837-1838.

Par la suite, on avait étudié les modalités d'un pareil règlement pour le Bas-Canada. Cette question réveillait vite le vieux « conflit de races ». Les anglophones considéraient qu'une indemnité au Bas-Canada représentait une prime à la sédition. La question était politiquement très délicate.

Lorsque le gouvernement Lafontaine-Baldwin décida de présenter une loi pour régler le problème, on s'attendait à quelques remous. De fait les débats furent très violents. En février, un échange entre deux députés fut suivi d'une scène de tumulte difficile à décrire. Les uns appelaient à l'ordre, d'autres demandaient de faire vider les galeries, des interpellations et des vociférations se faisaient entendre de tous côtés.

> L'Orateur donna ordre de faire vider les galeries ; mais ce fut le signal d'un nouveau tumulte. Des coups de poings s'échangèrent, des personnes sautèrent d'un côté dans l'autre, et il est assez difficile de dire où on se serait arrêté, sans la fermeté déployée par (l'Orateur) M. Morin qui parvient à rétablir l'ordre[1].

Ce furent des séances violentes où les injures succédaient aux insultes.

Attisés contre ce « bill » par leurs journaux, les Anglo-Montréalais appuyaient les députés conservateurs et ils s'attendaient à ce que, malgré un vote majoritaire de l'Assemblée, le gouverneur Lord Elgin mettrait son veto. Il n'en fit rien. Le 25 avril, Elgin se présenta au parlement et sanctionna le « bill ». Des manifestants présents se déchaînèrent. Lorsque le gouverneur sortit, ces manifestants « en habits fins »[2] l'accueillirent par des injures, des pierres et des oeufs pourris. Sa voiture eut peine à traverser la place.

Le même soir, appelés en assemblée au Champ-de-Mars par la *Montreal Gazette*, les manifestants crièrent leur indignation et marchèrent en colonnes jusqu'à la place d'Youville. Là, la manifestation tourna à l'émeute. Les députés, siégeant encore, entendirent ces gens qui envahissaient et saccageaient l'édifice. Ils durent s'abriter pour se protéger des pierres et du verre cassé qui volaient partout. En brisant les becs à gaz, on alluma quatre foyers d'incendie et le feu se propagea très vite.

L'évacuation de l'édifice se fit dans le plus grand désordre, mais il n'y eut heureusement aucune victime. Malgré la panique, le tumulte et la rapidité de l'incendie, des fonctionnaires parvinrent à apporter des documents de la session. Un autre, nommé James Curran, tenta de sauver une partie de la Bibliothèque. Il parvint à sauver 200 des 23 000 volumes.

Avec les deux bibliothèques parlementaires, l'incendie consuma une grande partie des archives et des documents publics du Canada-Uni et du Haut-Canada. Il ne resta rien du marché Sainte-Anne ; d'autant moins que les émeutiers empêchèrent les sapeurs de s'approcher de l'édifice en flammes.

Dans les heures qui suivirent, les émeutiers saccagèrent aussi les résidences des chefs réformistes dont celle de Louis-Hippolyte Lafontaine. Ils pillèrent également sa bibliothèque personnelle mais elle put en grande partie être récupérée.

La ville mit quelques jours à se calmer. Le Parlement poursuivit ses travaux le lendemain au marché Bon-Secours sous la protection de l'armée.

Un lourd bilan

Tout fut ainsi détruit. Même les livres sauvés étaient parfois dépareillés ou au moins abîmés. Il y avait peu à faire avec ces vestiges. Les journaux rapportèrent l'événement en disant que « la conséquence la plus déplorable de cet incendie **était** la perte irréparable des bibliothèques précieuses du Parlement »[3].

Le lendemain du drame, plusieurs députés appuyèrent le gouvernement, disant que personne ne pouvait prévoir cette violence puisqu'on se croyait dans un pays civilisé. *La Minerve* parla d'une perte regrettable et irréparable de livres, de journaux et d'archives : « Il y avait là des papiers et des écrit très précieux qui se trouvent nulle part ailleurs »[4]. Même la *Gazette* affirma que le pays mettrait un demi-siècle au moins à rebâtir,

1. *La Minerve*, 15 février 1849.
2. Cette remarque est de Lord Elgin lui-même.
3. *La Minerve*, 26 avril 1849.
4. *Ibid.*

même partiellement, ces deux institutions[5]. Un journal libéral de Londres, le *London News*, parla de ces rebelles qui avaient détruit « une bibliothèque de prix et les documents de la colonie (...) et commis une série d'actions qui déshonoreraient la populace la plus ignorante de la ville la plus dépravée de l'Europe »[6]. Les libéraux britanniques étaient surtout choqués parce que ce vandalisme était l'oeuvre « d'hommes ayant un nom, des biens et une position »[7].

C'est dans le milieu intellectuel de la colonie que la disparition des bibliothèques du Parlement fut le plus cruellement ressentie. Georges-Barthélémi Faribault fut profondément touché par la perte d'une collection à laquelle il avait consacré presque vingt ans de sa vie. François-Xavier Garneau parlait, pour sa part, de « notre désastre d'Alexandrie ».

Même s'il existait à Montréal et à Québec des bibliothèques de collectivités intéressantes, même si des particuliers possédaient de belles collections de livres, même si le Collège McGill ou le Séminaire de Québec demeuraient accessibles, aucune de ces institutions ne pouvait combler la perte des bibliothèques du Parlement. L'Assemblée et le Conseil possédaient la meilleure collection d'histoire disponible au pays, la collection de droit la plus complète et les meilleures éditions sur des sujets comme les sciences naturelles, les lettres et la géographie.

En perdant cette pièce importante de son infrastructure culturelle, c'est un certain apport de sève et d'oxygène que la collectivité a perdu. Cet incendie a certainement hypothéqué le développement culturel de la colonie. En détruisant la plus importante collection de livres et le principal dépôt d'archives publiques, il a atteint la mémoire vive du pays et la perte ne fut jamais tout à fait comblée. C'est quand on est privé d'une chose que l'on réalise son prix. On peut croire qu'il se trouva des personnes, vers 1850, qui se rendirent compte à quel point le livre est à la fois quelque chose de vivant et de vital.

5. *The Montreal Gazette*, 27 avril 1849.
6. *The London News*, cité par *La Minerve*, 11 juin 1849.
7. *Ibid.*

CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA

PLUS VOS INSTRUMENTS DE RECHERCHE SONT PUISSANTS, PLUS VOUS RECUEILLEZ D'INFORMATIONS.

Des mécanismes de recherche plus puissants, voilà qu'offre le nouveau système de base de données en ligne de l'ICIST : CAN/OLE II. Notre nouveau système est aussi plus facile à maîtriser.

Voici l'occasion de vous brancher sur le plus grand service de base de données scientifiques et techniques au Canada.

CAN/OLE II répond à des commandes perfectionnées, plus faciles à retenir. Et comportant des innovations audacieuses.

Ses capacités de recherche améliorées vous donnent accès à notre collection internationale de 42 bases de données scientifiques et techniques (dont plusieurs contiennent des informations canadiennes exclusives). Et nous vous offrons plus de façons de trier, d'afficher et d'imprimer les résultats de vos recherches.

Lorsque que vous avez trouvé l'information désirée, vous pouvez la commander par l'entremise de CAN/DOC, notre service de commandes. Quelques touches et le document vous sera aussitôt posté.

CAN/OLE II offre un excellent service à la clientèle. La formation et la documentation sont disponibles dans les deux langues officielles. Nous avons aussi une ligne de dépannage pour vous aider à vous connecter, à faire vos recherches et vos commandes - bref, pour que vous utilisiez CAN/OLE II à pleine capacité.

Découvrez la puissance du nouveau CAN/OLE II. Communiquez avec l'ICIST par téléphone à (613) 993-1210 ou par télécopieur à (613) 952-8244.

Nous avons hâte de faire la lumière sur ce que CAN/OLE II peut vous offrir.

Conseil national de recherches Canada
Institut canadien de l'information scientifique et technique

National Research Council Canada
Canada Institute for Scientific and Technical Information

Canada